REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 032

modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales

EXPOSE DES MOTIFS

La République de Madagascar souhaite attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal de son développement. S'appuyant sur les documents de référence que sont la Vision « Madagascar Naturellement » et le Madagascar Action Plan (MAP), le Gouvernement a défini parmi ses priorités la poursuite d'une forte croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel.

Aussi, l'un des objectifs du MAP consistant à faire progresser le rang de Madagascar dans le classement « *Doing Business »* réalisé chaque année sous l'égide de la Banque Mondiale, certains allègements du cadre juridique des sociétés commerciales apparaissent opportuns.

A cet effet, la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales a constitué une réforme majeure, favorable à la création et au fonctionnement des entreprises : le succès de ses innovations majeures, qu'il s'agisse : de la consécration des sociétés unipersonnelles, de la possibilité d'un mode d'administration simplifié des sociétés anonymes, de l'allègement des formalités de constitution, de la protection renforcée des associés minoritaires ou encore de l'introduction du groupement d'intérêt économique, doit être souligné.

Toutefois, son application a révélé quelques points de difficultés, lesquels ont été identifiés et étudiés dans le cadre des travaux effectués par un comité de suivi du droit des sociétés, comité mis en place au niveau du Ministère de la Justice et associant des praticiens, conseils juridiques et commissaires aux comptes. Ledit comité a également pu identifier les solutions susceptibles de résoudre ces difficultés d'application, lesquelles ont été reprises dans la présente Loi.

La présente Loi, composée de trois articles, a surtout pour objet de modifier les dispositions de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales relatives au montant du capital minimum.

En effet, l'exigence d'un capital minimum fixé par la réglementation est considérée comme un obstacle potentiel à la création de sociétés. C'est pourquoi, il

est proposé de supprimer l'exigence d'un capital minimum dans les SARL, et de le prévoir dans les statuts, suivant la tendance observée dans un certain nombre de pays.

Cette suppression implique de modifier ou d'abroger quelques articles de la Loi n° 2003-036, faisant référence à un capital minimum et à un montant nominal minimum, notamment les articles 390, 391 et 394. Par voie de conséquence, l'article 17 du Décret n° 2004-453 du 06 avril 2004 modifié fixant les modalités d'application de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales doit également être abrogé.

Désormais, donc le montant du capital des SARL sera librement fixé par les statuts et dimensionné en fonction des besoins particuliers de chaque entreprise.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 032

modifiant et complétant la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont adopté en leur séance respective en date du 05 décembre 2008 et du 17 décembre 2008, la Loi dont la teneur suit :

Article premier.- Les dispositions des articles 161, 327, 394, 536 et 585 de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales sont modifiées et complétées comme suit :

« Art.161 (nouveau) - Après approbation des états financiers de synthèse et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale détermine :

1° le cas échéant, les dotations à des réserves facultatives ;
2° la part de bénéfices à distribuer, selon le cas, aux actions ou aux parts sociales ;
3° le montant du report à nouveau éventuel.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu de report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Le conseil d'administration ou les gérants ont, selon les cas, qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition. *»*

« Art.327 (nouveau) **-** Le montant du capital social est fixé par les statuts. Il est divisé en parts sociales égales. *»*

« Art.394 (nouveau) **-** Si la dissolution est écartée, la société est tenue, dans les deux ans qui suivent la date de clôture de l'exercice déficitaire, de reconstituer ses capitaux propres jusqu'à ce que ceux-ci soient à la hauteur de la moitié au moins du capital social.

A défaut, elle doit réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves. *»*

« Art.536 (nouveau)- Sous réserve des dispositions du présent article, les statuts de la société fixent les règles de convocation des assemblées d'actionnaires.

La convocation des assemblées est faite par avis de convocation qui est inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales.

Si toutes les actions sont nominatives, l'insertion prévue à l'alinéa précédent peut être remplacée par une convocation faite aux frais de la société par lettre recommandée ou tout autre moyen laissant trace écrite portant mention de l'ordre du jour.

L'avis de convocation doit être publié ou la convocation doit être adressée quinze jours au moins avant la date de l'assemblée sur première convocation et, le cas échéant, six jours au moins pour les convocations suivantes.

Lorsque l'assemblée est convoquée par un mandataire de justice, le juge peut fixer un délai différent. »

« Art.585(nouveau)- L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider ou le cas échéant, autoriser une augmentation de capital, sur le rapport du conseil d'administration ou de l'administrateur général, selon le cas. »

Article 2- Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures et contraires à la présente loi, notamment :

- les articles 390 et 391 de la Loi n° 2004-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales ;
- l'article 17 du Décret n° 2004-453 du 06 avril 2004 modifié par le Décret n° 2005-151 du 22 mars 2005 fixant les modalités d'application de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales ;
- le Décret n° 2008-534 du 18 juin 2008 portant modification du Décret n° 2004-453 du 06 avril 2004 modifié par le Décret n° 2005-151 du 22 mars 2005 fixant les modalités d'application de la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les Sociétés commerciales.

Article 3 - La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 17 décembre 2008

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

Jacques SYLLA

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2008 - 032

manova sy mameno ny Lalàna laharana faha-2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny fikambanam-barotra

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Repoblikan'i Madagasikara dia maniry ny hiara-miasa amin'ireo mpampiasa vola ary mametraka ny sehatra tsy miankina ho loharanom-pandrosoana amin'izany.

Araka ireo tahirin-kevitra izay hita ao amin'ny fomba fijery “Madagasikara voajanahary” sy “Madagasikara Amerin'Asa” (MAP), ny Governemanta dia mamaritra fa anisan'ny laharam-pahamehana ny fampitomboana ny lanjan'ny toekarena mifototra amin'ny fampandrosoana ny sehatra tsy miankina matanjaka sy hisian'ny fifaninana.

Koa iray ao amin'ireo tanjona apetraky ny MAP, ny fampiakarana ny laharana misy an'i Madagasikara amin'ny “Doing Business” izay avoakany isan-taona eo ambany fiahian'ny Tahirim-bola iraisam-pirenena, ka ny fanamaivanana ny sasantsasany amin'ireo lafiny mahakasika ny lalànan'ny fikambanam-barotra.

Ny Lalàna laharana faha 2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny fikambanam-barotra dia nametraka fanovàna lehibe ilaina amin'ny fanorenana sy fampandehanana ireo orinasa : nahatsapàna fiovana lehibe avokoa na teo amin'ny fametrahana amin'ny toerany ny fikambanam-barotra an-tananan'olon-tokana, ny fahafahana mampihatra amin'ny fomba tsotra ny fitantanana ny fikambanam-barotra tsy hanavanana, ny fanamafisana ny fiarovana ireo mpiombon'antoka vitsy an'isa, na koa ny fampidirana ny fikambanana ikatsahan-tombony amin'asam-pihariana, izay tsy maintsy tsipihana.

Kanefa ny fampiharana ireo dia nahitana olana vitsivitsy izay fantatra sy nodinihina mandritry ny fandaharan'asa nataon'ireo komity mpanara-maso ny lalànan'ny fikambanam-barotra, komity napetraka eo anivon'ny Minisiteran'ny Fitsarana ahitana ireo efa manana traikefa, mpanolotsaina momba ny lalàna, ary mpanamarin-kaonty. Io komity io dia nahita ihany koa ireo vaha-olana entina hanarenana ireo olana miseho tamin'ny fampiharana ny lalàna izay norisaina ato anatin'ity Lalàna ankehitriny ity.

Ity Lalàna ity izay ahitana andininy telo dia entina hanovàna ny fepetra ao amin'ny Lalàna laharana faha-2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 momba ny fikambanam-barotra mikasika ny habetsahan'ny renivola ambany indrindra.

Izany hoe : ny famerenana ny habetsahan'ny renivola ambany indrindra ao anatin'io lalàna io dia noraisina ho vato misakana ny fanorenana ny fikambanam-barotra. Noho io antony io dia natolotra ny sosonkevitra hanafoanana ny famerenana ny habetsahan'ny renivola farany

ambany momba ny fikambanam-barotra iantsorohan'ny andraikitra voafetra sy ny fametrahana izany ao amin'ny fitsipi-pikambanana araka izay hita any amin'ireo firenena sasantsasany.

Io fanalana ny habetsahan'ny renivola farany ambany io dia mitarika fanovàna n a koa fanafoanana ny andininy maromaro ny lalàna laharana faha-2003-036 momba ireo renivola farany ambany sy ny sandam-bidiny isanisany farany ambany izay voalazan'ny andininy faha 390, 391 ary 394. Noho izany, ny andininy faha-17-n'ny didim-panjakana laharana faha-2004-453 tamin'ny 06 aprily 2004 nasiam-panovàna, izay mametra ny fombafomba fampiharana ny Lalàna laharana faha-2004-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny fikambanam-barotra dia tsy maintsy foanana ihany koa.

Amin'ny ho avy, ny habetsahan'ny renivolan'ireo fikambanam-barotra iantsorahan'andraikitra voafetra dia ho feran'ny fitsipi-pikambanana ankalalahana ary voatsinjara araka izay ilain'ny orinasa tsirairay.

Izany sy izany no antonaton'ity Lalàna ity.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2008-032

manova sy mameno ny Lalàna laharana faha-2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny fikambanam-barotra

Nolanian'ny Antenimierandoholona sy ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony avy ny faha-05 desambra 2008 sy ny faha-17 desambra 2008, izao Lalàna manaraka izao :

Andininy voalohany.- Ireo fepetra voaraikitry ny andininy 161, 327, 394, 536 sy 585-n'ny Lalàna laharana faha-2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny Fikambanam-barotra dia novàna sy nampiana araka izao manaraka izao :

Andininy. 161- Aorian'ny fankatoavana ny filazalazana mikasika ny fitantanam-bola famintinana sy ny fahitam-pototra ny tontalim-bola azo ifampizarana, dia ny fivoriambe no mamaritra :

1- raha ilaina, ny tontalim-bola atokana hamonoana ny tahiry fanomanana ;
2- ny ampahan'ny tombombaritra ifampizarana, araka ny fisehoan-javatra, mifandraika amin'ny petrabola na ny anjaram-pikambanana ;
3- ny tetibidin'ny totalim-bola mety hiantraika amin'ny taom-piasana manaraka.

Na izany aza, raha mampiseho ny famaranam-panana vita nandritra na tamin'ny fiafaran'ny taom-piasana ary voamarin'ny mpanamarin-kaonty fa nahatontosa tombony ilay fikambanam-barotra, nanomboka tamin'ny famaranana ny taom-piasana teo aloha, aorian'ny fahavitan'ny fanavotam-bidy sy ny vatsy ilaina, nanesorana raha ilaina izany ny fatiantoka teo aloha ary ireo lelavola entina atao tahiry ho fampiharana ny lalàna na ny fitsipi-pikambanana ary araka ny tombony tamin'ny taon-dasa, dia azo atao ny mizara ampahany amin'ny zara-tombo alohan'ny hankatoavana ny kaontin'ny taom-piasana. Ny habetsahan'ireo ampahany ireo dia tsy tokony hihoatra ny habetsahan'ny tombom-barotra voafaritr'ity andalana ity.

Ny filankevi-pitondrana na ireo mpitantan-draharaha, araka ny fisehoan-javatra, dia samy manapaka ny hitsinjarana ny ampahany izay hesorina amin'ny zaratombo sy mametra ny habetsahany ary ny vaninandro hanaovana ny fitsinjarana.

And. 327- Ny fitsipim-pikambanana no mametra ny tetibidin'ny renivola. Voatsinjara ho anjara-pikambanana mitovy izany.

And. 394 - Raha tsy atao ny fandravana, dia tsy maintsy arenin'nyFikambanam-barotra ao anatin'ny roa taona manaraka ny vaninandro famaranana ilay taom-piasana nisian'ny fatiantoka, ny renivola azy tenany manokana mandra-pahatrarany ahay ny an-tsasaky ny renivolam-pikambanana.

Raha tsy izany, dia tsy maintsy ampihenany ny renivolany hitovy ahay amin'ny tetibidin'ny fatiantoka izay tsy voasahan'ny tahiry fiandry.

And. 536 - Na dia eo aza ny fepetra voalaza amin'izao andininy izao, ny fitsipi-pikambanana no mametra ny fitsipika milasika ny fiantsoana fivoriamben'ny tompona petrabola.

Ny fiantsoana fivoriambe dia atao amin'ny alàlan'ny filazana fiantsoana ny fivoriana izay avoaka any amin'ny gazety afaka mandray ny fampandrenesana araka ny lalàna.

Raha toa ny petrabola rehetra ka anondroana anarana, ny famoahana voalaza eo amin'ny andàlana eo aloha dia azo soloina fiantsoana fivoriana izay zakain'ny fikambanana ny lany, amin'ny alàlan'ny taratasy tsy very mandeha ny amin'izay fomba hafa mamela dindo an-tsoratra manondro ny lahadinika.

Ny filazana fiantsoana dia tsy maintsy havoaka nany fiantsoana dia tsy maintsy alefa dimy ambinifolo ahay alohan'ny vaninandron'ny fivoriambe amin'ny fiantsoana voalohany sy, raha tsy izany enina andro ahay ho an'ireo fiantsoana manaraka.

Raha toa ny fivoriambe ka antsoin'ny nomem-pahefana ara-pitsarana, ny mpitsara dia afaka mametra fe-potoana samihafa.

And. 585 - Ny fivoriambe tsy ara-potoana no hany manana fahefana hanapaka na, raha misy, hanome alàlana ny fanondrotana ny renivola, araka ny tatitra ataon'ny filankevi-pitondrana na ny mpihevi-draharaha ankapobe araka izay fisehoan-javatra.

And. 2.- Foanana ary dia foana ny fepetra rehetra teo aloha mifanohitra amin'izao lalàna izao, indrindra indrindra :

- ireo andininy 390 sy 391-n'ny Lalàna laharana faha-2004-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny Fikambanam-barotra ;
- ny andininy 17-n'ny Didim-panjakana laharana faha-2004-453 tamin'ny 06 aprily 2004 novàn'ny Didim-panjakana laharana faha-2005-151 tamin'ny 22 martsa 2005 mametra ny fombafomba fampiharana ny Lalàna laharana faha-2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny Fikambanam-barotra ;
- ny Didim-panjakana laharana faha-2008-534 tamin'ny 18 jona 2008 manova ny Didim-panjakana laharana faha 2004-453 tamin'ny 06 aprily 2004 novàn'ny Didim--panjakana laharana faha-2005-151 tamin'ny 22 marsta 2005, mametra ny fombafomban'ny Lalàna laharana faha 2003-036 tamin'ny 30 janoary 2004 mikasika ny Fikambanam-barotra.

And.3.- Havoaka amin'ny Gazetimpanjakan'ny Repoblika izao Lalàna izao. Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha-17 desambra 2008

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

Jacques SYLLA

NY ANTENIMIERANDOHOLONA,

Yvan RANDRISANDRATRINIONY